



SIP au bord de la crise de nerfs !

Monsieur le Directeur,

Les agents du SIP SUD VAUCLUSE-AVIGNON tirent la sonnette d'alarme sur la dégradation de leurs conditions de travail. Nous manquons cruellement de bras pour assurer nos missions.

Nous n'avons plus de personnel affecté au courrier, l'agent qui s'en occupait est parti à la retraite et ce sont les agents des services de gestion et recouvrement qui sont chargés d'effectuer ces tâches. Tous les jours, l'un d'entre nous passe au moins une heure, hors période d'échéance, à répartir et distribuer le courrier du SIP SUD VAUCLUSE (soit le nôtre et celui de l'antenne à CAVAILLON). De plus, nous sommes toujours confrontés aux déboires de GMBI dans les services, dont nous ne cessons de corriger les erreurs (taxe d'habitation sur les résidences secondaires émises à tort par exemple).

La télécourrection pour la déclaration d'impôt 2022 est ouverte jusqu'au sept décembre mais génère nombre de questions, d'explications et de réceptions. Il arrive qu'un même contribuable corrige une dizaine de fois sa déclaration d'impôt sur le revenu !

La comptabilité est également en surchauffe. L'apurement des comptes d'attente, suivi de près par la Direction, est chronophage et ne constitue pas, loin de là, la seule mission du secteur. Il faut, en outre, s'occuper de la caisse, du suivi des scellés déposés par la police nationale toutes les semaines ou encore les paiements à la caisse pour les autres services...

Le secteur recouvrement croule également sous les dossiers. La boîte mél est pleine et un agent peut parfois passer une journée entière à traiter les demandes déposées sur la BALF recouvrement .

Le 04 décembre, 4400 e-contacts étaient non traités au SIP Sud Vaucluse. Ce chiffre symbolise la masse de travail qui s'accumule au SIP.

Une autre mission mobilise ressources et énergies au secteur APEX, le traitement des domiciliations incertaines. Nous avons pour l'instant traité 1427 dossiers contre 1300 au maximum l'année dernière. En 2022, ce même secteur a effectué 2654 appels dans le cadre de sa mission « call back » avec une interruption entre le 4 juillet et le 1^{er} août 2022. Cette année, il n'y a pas eu d'interruption et on en est à 4566 numéros appelés, soit une augmentation de 72,04 % pour l'instant, sachant qu'on est censés contacter les contribuables jusqu'à 3 fois si nous ne parvenons pas à les joindre.

Par ailleurs, l'accueil est de plus en plus lourd. La tâche est d'autant plus compliquée que des usagers viennent nous poser des questions sur des sujets qui relèvent de la compétence d'autres services qui ne disposent plus d'un accueil en flux comme nous. Ils s'impatientent et nous subissons leur colère. Il y a de plus en plus d'altercations entre le vigile et les contribuables.

A titre d'exemple, des usagers viennent réclamer copie de leur taxe d'habitation pour bénéficier du chèque énergie alors qu'ils en sont exonérés !

Une telle situation génère tensions et conflits à l'accueil.

De plus, depuis lundi 27 novembre, nous sommes en renfort téléphonique !

Nous n'en pouvons plus de gérer nos dossiers dans l'urgence et dans une situation qui se dégrade de jour en jour !

Nous demandons d'assurer nos missions dans des conditions correctes. En clair, pour offrir un service public digne de ce nom aux usagers, nous avons besoin de personnel supplémentaire, à savoir des fonctionnaires statutaires qui, de par leur formation et leur expérience, seront capables de répondre aux attentes des usagers.